

- Précis tel qu'il apparaît dans le document.
- Précis écrit ou adapté par l'équipe du Bulletin de veille.

Notre site : <http://www.usherbrooke.ca/adm/recherche/chairefiscalite>

CANADA

CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

La Chaire a publié six études depuis la dernière parution du Bulletin de veille. Nous ne mentionnons ici que les références et nous vous invitons à les consulter sur notre site. (Cliquez sur le titre de l'étude ou rendez-vous à l'adresse de la Chaire ci-dessus, section « Publications »).

- Luc Godbout et Suzie St-Cerny, « Analyse budgétaire 2004-2005 : une comparaison Québec-Ontario », *Revue de planification fiscale et successorale*, vol. 25, no 4, pp. 737-769.
- Luc Godbout, Karine Dumont et Sébastien Raymond, « [Étude comparative de l'effort fiscal : le Québec et les autres provinces canadiennes](#) ».
- Luc Godbout, Jean-Herman Guay et Matthieu Arseneau, « [La perception des Québécois à l'égard de l'impôt](#) ».
- Luc Godbout et Matthieu Arseneau, « [Le dosage des impôts au sein de la structure fiscale québécoise : Le déplacement de la taxation des revenus vers la consommation](#) ».
- Luc Godbout, Jean-Herman Guay et Matthieu Arseneau, « [Que reste-t-il du Rapport Séguin?](#) »
- Luc Godbout, Suzie St-Cerny, Marc-André Lapointe et Robert Laplante, « [La fin du moratoire du régime d'épargne-actions](#) ».

ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉTUDES FISCALES

Jenny E. Lighthart, « Consumption Taxation in a Digital World: a Primer », (2004) *Revue fiscale canadienne*, vol. 52, no 4, 26 pages.

<http://www.ctf.ca/PDF/04ctjpdf/04ctj4-lighthart.pdf>

Une étude qui examine la complexité de la taxation du commerce électronique et présente les solutions élaborées par divers pays.

● À l'heure actuelle, la taxation des marchandises sur la base de leur destination est la norme internationale. Il est techniquement difficile, toutefois, de mettre en place un tel régime pour les produits numérisés et les services incorporels vendus sur Internet à cause des problèmes que soulève la détermination du lieu où se trouvent le vendeur et l'acheteur. La plupart des solutions potentielles à cette difficulté exigent une coopération administrative soutenue entre les administrations fiscales des différents pays. Les études de cas de plusieurs pays montrent que les réponses de l'administration aux problèmes que pose le commerce électronique sont différentes, l'Union Européenne prenant les devants dans la mise en place d'un régime d'enregistrement fondé sur la destination. Dans cet article, l'auteure passe en revue les enjeux économiques et administratifs inhérents à la taxation du commerce électronique, évalue comment satisfaire aux critères d'un régime de taxe adéquat et examine les derniers développements en matière de politique dans l'Union Européenne, aux États-Unis et au Canada.

INSTITUT C.D. HOWE

Pierre Pascal Gendron, « Un problème imposant : améliorer l'attrait du Québec pour l'investissement », *Bulletin de recherche* #89, mars 2005, 14 pages.

http://www.cdhowe.org/pdf/backgrounder_89_french.pdf

La solution proposée aux problèmes budgétaires du Québec : une réforme de la fiscalité des entreprises, afin d'augmenter leur productivité et donc les revenus du gouvernement.

● Avec ses dépenses gouvernementales relativement élevées, la taille de sa dette publique et sa population vieillissante, le Québec est aux prises avec une situation budgétaire difficile. S'attaquer à ces problèmes requiert des politiques qui stimulent l'investissement et la productivité. La réforme de la fiscalité des entreprises devrait donc passer en priorité sur la réduction de l'impôt des particuliers dans le prochain budget provincial.

A. Abigail Payne, « Firm Foundations – Putting Private and Public Foundations on Level Ground », *Backgrounder* # 88, février 2005, 15 pages.

http://www.cdhowe.org/pdf/backgrounder_88.pdf

Les fondations de bienfaisance privées devraient-elles être traitées de la même façon que les fondations publiques?

■ Because many foundations are controlled by a few individuals, such as a family, CRA delineated foundations into public and private organizations. The assumption underpinning this distinction is that if a foundation is closely controlled there is more room for abuse of the organization — and it therefore merits greater scrutiny. Foundations are classified as private if there is a close link between the donors and the foundation. While the objective of providing greater scrutiny of closely held foundations seems reasonable, what is less clear is whether the current rules actually prevent serious abuse of the tax system. Also unclear is whether the potential growth of private foundations has been damped because of the current regulatory system or because of the tax treatment of donations to private foundations. According to the author, government should encourage, not discourage, the development of private foundations. While abuse must be discouraged, the regulations and tax provisions for foundations should focus more on strengthening them. Regulation should be limited to providing for increased transparency in their finances and activities. The tax provisions should be similar to those for charitable organizations and public foundations.

MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA

Ministère des Finances, *Régimes de retraite d'employeur et incitations à la retraite anticipée au Canada*, mars 2005, 50 pages.

<http://www.fin.gc.ca/wp/2005-02f.html>

Malgré le vieillissement de la population, la plupart des régimes de retraite encouragent encore la retraite anticipée.

■ Dans le contexte actuel du vieillissement de la population canadienne, cette étude s'intéresse aux incitations financières inhérentes à treize régimes de retraite d'employeur (qui représentent 20 % des employés des secteurs public et privé couverts par un régime de retraite d'employeur) et à leur impact potentiel sur la décision de départ à la retraite des travailleurs âgés. Les résultats indiquent que les régimes étudiés présentent de fortes incitations financières à la retraite anticipée. En effet, il semble presque toujours financièrement avantageux de prendre sa retraite avant l'âge de 60 ans - souvent même autour de 55 ans - et ce quelle que soit la mesure des incitations retenue.

STATISTIQUE CANADA

Boris Palameta et Ian Macredie, « L'impôt foncier et le revenu », *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 6, no 3, mars 2005.

Pour commander ou lire le résumé : <http://www.statcan.ca/Daily/Francais/050322/q050322d.htm>

Une étude sur les causes et l'importance quantitative de la régressivité des impôts fonciers.

■ Les impôts fonciers (résidentiels et non résidentiels) sont de loin la plus importante source des recettes municipales (35 % en 2003, contre 30 % en 1988). Mais les impôts fonciers résidentiels sont communément jugés régressifs par rapport au revenu. À partir du Recensement de la population de 2001, cette étude tente de quantifier la régressivité des impôts fonciers résidentiels dans les municipalités canadiennes. L'étude conclut que dans les 342 municipalités étudiées, les propriétaires-occupants du quartile de revenu inférieur ont consacré une part plus élevée de leur revenu à l'impôt foncier, parfois quatre ou cinq fois plus que ceux du quartile supérieur. De plus, le caractère régressif de l'impôt foncier n'a rien à voir avec le niveau de taxation fixé par les municipalités. Il est dû à l'inégalité du revenu qui excède généralement celle de la valeur de la propriété. Dans les municipalités où l'inégalité de revenu est élevée et celle de la valeur de la propriété relativement faible — surtout les municipalités des grandes zones urbaines —, l'impôt foncier est généralement plus régressif. Enfin, cette régressivité ne peut pas être non plus attribuée simplement aux personnes âgées à faible revenu et habitant des maisons relativement chères. Dans la plupart des municipalités, les personnes non âgées à faible revenu consacrent une part égale ou plus élevée de leur revenu à l'impôt foncier, comparativement aux personnes âgées.

Marc Frenette, *L'accès aux études postsecondaires est-il plus équitable au Canada ou aux États-Unis?*, 15 mars 2005, 39 pages.

<http://www.statcan.ca/francais/research/11F0019MIF/11F0019MIF2005244.pdf>

Une étude conclut que l'accessibilité aux études supérieures en fonction du niveau de revenu des parents est plus équitable au Canada qu'aux États-Unis.

● La présente étude comparative porte sur le rôle que jouent les antécédents familiaux dans l'accès aux études postsecondaires au Canada et aux États-Unis. Étant donné que les études postsecondaires sont financées d'une façon très différente dans l'un et l'autre pays, les antécédents familiaux peuvent jouer des rôles foncièrement différents. Les résultats donnent à penser que la

poursuite d'études universitaires est moins courante chez les étudiants à faible revenu et les membres de minorités visibles aux États-Unis que chez leurs homologues au Canada. Plusieurs raisons possibles sont examinées.

CONFERENCE BOARD OF CANADA

Pedro Antunes, Paul Darby, Matthew Stewart, « The 2005 Federal Budget : A Skinny Chicken in Lots of Pots – For Now », février 2005, 8 pages.

<http://www.conferenceboard.ca/economics/2005budgetreport.pdf>

Une analyse du budget fédéral de 2005 : trop de saupoudrage, pas assez concentré sur les véritables priorités.

● At first blush, the 2005 federal budget seemingly offers a virtual cornucopia of new fiscal measures—\$45.9 billion over the next five fiscal years, or more than \$9 billion per year on average. However, roughly two-thirds of the impact of the new initiatives takes place in the 2008–09 and 2009–10 fiscal years, beyond the mandate of the current government. There is much less in the way of new budgetary spending or tax initiatives over the next two fiscal years—an average of \$4.4 billion per year, from which must be subtracted \$700 million per year in new fiscal restraint measures. In addition, these monies are spread across a broad range of fiscal items, employing the “broad front” approach to fiscal planning. This broad front approach has the advantage of working steadily on the stated priority fiscal areas: national defence, infrastructure, child care, the environment, international assistance, and tax relief for the poor all get the nod in this budget. However, this strategy risks spreading the new funds so thinly that little progress is achieved in any one particular area. In The Conference Board of Canada’s view, the budget would have been more effective by placing a higher priority on a more limited number of initiatives that contribute directly to productivity enhancement—such as public infrastructure investment, early child care and postsecondary education.

ÉTATS-UNIS

TAX POLICY CENTER (URBAN INSTITUTE/BROOKINGS INSTITUTION)

Leonard E. Burman, William G. Gale, Jeff Rohaly, « Options to Reform the Estate Tax », *Tax Policy Issues and Options*, vol. 10, mars 2005, 8 pages.

http://www.urban.org/UploadedPDF/311153_IssuesOptions_10.pdf

Survol de l'impôt sur les successions : un impôt qui mériterait d'être conservé, moyennant certaines améliorations proposées.

● Retargeting the estate tax to very wealthy households and lowering its rates would blunt much of the criticism against it while retaining many of its advantages. This brief explains how the estate tax works and examines who is affected by it under current law. It discusses how reform would affect tax revenues, the distribution of tax burdens, farms and small businesses, and charitable giving and bequests. A concluding section discusses ways to reduce the tax's complexity.

William G. Gale , Peter Orszag, « The Outlook for Fiscal Policy », *Tax Break*, 14 février 2005, 14 pages.

http://www.urban.org/UploadedPDF/1000744_Tax_Break_2-14-05.pdf

L'article examine les projections budgétaires 2005 et analyse les perspectives pour les quatre années à venir.

- The new budget projections released by the Congressional Budget Office (2005) provide an opportunity to assess fiscal policy in the first four years of the Bush administration and to discuss prospects for the next four years and beyond. This report examines the baseline CBO projections, adjusts the official data in ways that more accurately reflect the current trajectory of tax and spending policies, and discusses some of the implications.

Robert D. Ebel , Robert Taliercio, « Subnational Tax Policy and Administration in Developing Economies », *Tax Notes International*, 7 mars 2005, 19 pages.

http://www.urban.org/UploadedPDF/1000754_Tax_Notes_Intl_3-7-05.pdf

L'impact de l'architecture du régime fiscal sur les objectifs de développement à moyen et long terme.

- As well-designed decentralized intergovernmental system is key to developing country's ability to achieve its 2015 Millennium Development Goals. And, whereas fiscal decentralization has many facets, there is a necessary condition that must be satisfied for its success: local governments must be given, and then exercise, the authority for own-source taxation. However, in newly implementing a policy of own-local revenues, policymakers face special challenges that range from addressing the broad considerations of their country's fiscal architecture to the more narrow, but critically important, arrangements of tax administration.

JOINT COMMITTEE ON TAXATION (JCT)

Joint Committee on Taxation, *Description Of Revenue Provisions Contained In The President's Fiscal Year 2006 Budget Proposal*, mars 2005, 361 pages.

<http://www.house.gov/jct/s-3-05.pdf>

Analyse des mesures fiscales proposées dans le Budget fédéral de 2006.

- This document, prepared by the staff of the Joint Committee on Taxation, provides a description and analysis of the revenue provisions modifying the Internal Revenue Code of 1986 (the "Code") that are contained in the President's fiscal year 2006 budget proposal, as submitted to the Congress on February 7, 2005. The document generally follows the order of the proposals as included in the Department of the Treasury's explanation of the President's budget proposal. For each provision, there is a description of present law and the proposal (including effective date), an analysis of policy issues related to the proposal, and a reference to relevant prior budget proposals or recent legislative action.

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE (CBO)

CBO, *An Analysis of the President's Budgetary Proposals for Fiscal Year 2006*, mars 2005, 74 pages.

<http://www.cbo.gov/showdoc.cfm?index=6146&sequence=0>

Ce rapport analyse les impacts économiques découlant du Budget proposé de 2006.

- This document, prepared by the the Congressional Budget Office (CBO), has analyzed the President's budget request for fiscal year 2006 using its own economic assumptions and estimating techniques, with contributions from the Joint Committee on Taxation (JCT). This report presents CBO's analysis of that budget, which provides more details than the preliminary report released on March 4, 2005. According to CBO's estimates, carrying out the proposals in the President's budget would result in a deficit of \$394 billion in 2005, equal to 3.2 percent of the nation's gross domestic product (GDP). That deficit would be smaller than the one recorded in 2004, which totaled \$412 billion, or 3.6 percent of GDP. The estimate for 2005 includes

outlays of \$32 billion resulting from the President's recent request for supplemental appropriations, mainly for military activities in Iraq.

Congressional Budget Office, *Effective Tax Rates: Comparing Annual and Multiyear Measures*, janvier 2005, 46 pages.

<http://mirror2.cbo.gov/ftpdocs/60xx/doc6051/01-06-LongitudinalTaxRates.pdf>

L'impact du choix de la période de référence sur la distribution du fardeau fiscal en fonction du revenu.

■ The distribution of the economic burden of taxes is central to tax policy. In constructing measures of effective tax rates – the share of their income that people pay in taxes – analysts must confront a wide range of issues: what to include in measuring income, the range of taxes to be studied, the shifting and ultimate incidence of taxes, whether to study individuals or households, and the period that the analysis is to cover. This paper focuses on how the choice of a particular time frame affects distributional assessments of the burden of federal taxes. People pay most federal taxes on the basis of annual accounting; the individual income tax, for example, is generally assessed on taxable income earned during a calendar year. Because of that annual accounting period and because tax laws may change from one year to the next, most analyses of effective tax rates cover individual years. How much of their income people pay in taxes fluctuates from year to year, in part because a rise or fall in income moves them into higher or lower tax brackets; in part because tax laws change; and in part because their filing status, amount of itemized deductions, or other circumstances change. At the same time, variability in people's income alters their capacity to pay taxes over time. In the face of such changes, focusing exclusively on the impact of taxes on an annual basis may provide a limited view of the relative tax burdens that people bear over time. This analysis compared the distribution of income and taxes measured on an annual basis with the distribution measured longitudinally.

NATIONAL TAX ASSOCIATION

Mihir A. Desai, James R. Hines Jr., « Old Rules and New Realities: Corporate Tax Policy in a Global Setting », *57 National Tax Journal* 937-60, (décembre 2004).

Pour commander : <http://ntj.tax.org>

Un document qui propose une réforme des politiques d'imposition des sociétés en fonction des considérations internationales.

● This paper reassesses the burden of the current U.S. international tax regime and reconsiders well-known welfare benchmarks used to guide international tax reform. Reinventing corporate tax policy requires that international considerations be placed front and center in the debate on how to tax corporate income. A simple framework for assessing current rules suggests a U.S. tax burden on foreign income in the neighborhood of \$50 billion a year. This sizeable U.S. taxation of foreign investment income is inconsistent with promoting efficient ownership of capital assets, either from a national or a global perspective. Consequently, there are large potential welfare gains available from reducing the U.S. taxation of foreign income, a direction of reform that requires abandoning the comfortable, if misleading, logic of using similar systems to tax foreign and domestic income.

Joel Slemrod, « The Economics of Corporate Tax Selfishness », *57 National Tax Journal* 877-99, (décembre 2004).

Pour commander : <http://ntj.tax.org>

Une étude sur les causes et les solutions au problème de l'évasion fiscale des sociétés, d'un point de vue économique.

● This paper offers an economics perspective on tax evasion and abusive avoidance done by corporations. It first reviews what is known about the extent and nature of corporate tax noncompliance and the resources devoted to enforcement. It then addresses the supply side of aggressive corporate tax planning—the industrial organization of the tax shelter industry—as well as the demand for corporate tax evasion and abusive avoidance, focusing on how the standard Allingham–Sandmo approach to tax evasion needs to be modified when applied to public corporations. It then discusses the implications of a supply–and–demand approach for the analysis of the incidence and efficiency cost of corporate income taxation, and the very justification for a separate tax on corporation income. Along the way it addresses policy proposals aimed at increased disclosure of corporate tax activities to both the IRS and to the public.

Joseph Bankman, « The Tax Shelter Problem », *57 National Tax Journal* 925-36, (décembre 2004).

<http://ntj.tax.org/>

Le problème de l'évasion fiscale et la doctrine de la « substance économique » : une arme efficace?

● This article offers a definition and examples of the modern tax shelter and summarizes the anti–tax shelter weapons in the government's arsenal. Particular attention is given to the economic substance doctrine, which allows the government to attack transactions that comply with the literal language of the law. The battle between taxpayers and the government is described as a multi–player, multi–period game. Recent moves by the government have greatly reduced the payoff to shelters set up by high net–worth individuals. The corporate shelter market is more robust, as taxpayers have been able to exploit flaws in the economic substance doctrine. One attractive policy option is to follow the lead of California and increase the cost of shelters by increasing the penalties.

SOCIAL SCIENCE RESEARCH NETWORK

Geier, Deborah A., « The Taxation of Discretionary Income », *Cleveland-Marshall Legal Studies Research Paper No. 05-107*, 31 mars 2005, 79 pages.

http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=696221

Cette étude propose de remplacer certaines déductions et crédits d'impôts existants, en s'appuyant sur le rapport de la Commission Carter et le concept de « revenu discrétionnaire ».

■ The signature tax policy tension of the last two decades has been whether the federal tax base ought to reach income or only consumption. At the individual level, the current Internal Revenue Code incorporates an income tax base with numerous consumption tax components - provisions that allow either immediate deduction of a non-consumption capital expenditure or exclusion of the returns to capital. The hybrid nature of the current Code is often said to be the chief indicator that it is theoretically dysfunctional. I think the key to understanding the theoretical construct underlying our desires for the ideal tax base is that we wish to protect from taxation what the paper calls non-discretionary income, while taxing discretionary income. The importance of the distinction between discretionary and non-discretionary income to tax policy was explicitly recognized in a 1966 report written by Canada's Royal Commission on Taxation. After discussing that study, the paper discusses the Non-Discretionary Deduction that is proposed as a replacement for the Standard Deduction, the Personal and Dependent Exemption Deductions, the Child Tax Credit, the Qualified Residence Interest Deduction, the Deduction for State and Local Taxes, and perhaps the Dependent Care Credit and the Hope and Lifetime Learning Credits. The Non-Discretionary Income Deduction that I propose would be keyed to median non-discretionary outlays rather than the actual outlays of each taxpayer, although the amount of the deduction would be derived under a check-the-box format that takes into account relevant taxpayer status criteria. If discretionary income is more fairly taxed than non-discretionary income, the paper also argues that the reduced tax rate for net capital gain and dividend income, as well as a blanket exclusion for home sale gain, is not defensible.

NATIONAL BUREAU OF ECONOMIC RESEARCH

Fullerton, Don and Gan, Li, « Cost-Effective Policies to Reduce Vehicle Emissions », NBER Working Paper No. W11174, March 2005.

<http://papers.nber.org/papers/w11174> (pour commander en ligne)

Étude examinant l'impact de diverses mesures fiscales liées aux véhicules automobiles sur le comportement des consommateurs.

- This paper uses an estimated demand system that accounts for heterogeneity to calculate and compare the lost consumer surplus from a higher tax on gasoline, a tax on distance, or a subsidy for buying a newer car. We introduce a view of cost-effectiveness that compares policies instead of technologies. Each tax might induce some consumers to drive less, some to switch from two vehicles to one, and some to buy a car instead of an SUV. Our model captures these behaviors. For each rate of tax, we simulate the changes in all such choices and how the new choices affect emissions. We also calculate the equivalent variation and subtract tax revenue to get deadweight loss. Finally, we take the added deadweight loss over the additional abatement as the social marginal cost of abatement, and we plot this curve for several different tax policies.

ROYAUME-UNI

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

Richard Blundell, Mike Brewer and Andrew Shephard « The Impact of Tax and Benefit Changes Between April 2000 and April 2003 on Parent's Labour Supply », février 2005, 7 pages.

<http://www.ifs.org.uk/bns/bn52.pdf>

Analyse de l'impact de nouvelles mesures fiscales sur l'incitation au travail des parents.

- This Briefing Note provides the first published estimates of the labour market impact of the new tax credits, and the tax and benefit reforms that preceded them, on families with children. Specifically, this note examines all personal tax and benefit reforms introduced between April 2000 and April 2003. We use a structural model of labour supply to examine how these changes affect both the participation rate (the proportion of parents who would like to work at a given hourly wage) and the average weekly hours of work. We examine how the impact varies between lone mothers and adults in couples with children, and how it varies with both the number of children and the age of the youngest child in the family.

Anna Ivanova, Michael Keen and Alexander Klemm, « The Russian Flat Tax Reform », IMF Working Paper, janvier 2005, 48 pages.

<http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2005/wp0516.pdf>

Réforme fiscale en Russie : l'introduction du taux d'imposition unique est-elle la cause de l'augmentation des recettes provenant de l'impôt des particuliers?

- Russia dramatically reduced its higher rates of personal income tax (PIT) in 2001 establishing a single marginal rate at the low level of 13 percent. In the following year, real revenue from the PIT actually increased by about 26 percent. This 'flat tax' experience has attracted much attention (and emulation) among policymakers, making it perhaps the most important tax reform of recent years. But it has been little studied. This paper asks whether the strong revenue performance of the PIT was itself a

consequence of this reform, using both macro evidence and, in particular, micro-level data on the experiences of individuals and households affected by the reform to varying degrees. It concludes that there is no evidence of a strong supply side effect of the reform. Compliance, however, did improve quite substantially—by about one third according to our estimates—though it remains unclear whether this was due to the parametric reforms or to accompanying changes in enforcement.

FRANCE

ASSEMBLÉE NATIONALE

Assemblée nationale , « Projet de loi portant réforme des retraites » mis à jour au 31 janvier 2005, 9 pages.

http://www.assemblee-nationale.fr/12/dossiers/reforme_retraites.asp

Réforme des retraites dans le secteur public et privé en France.

● Cette loi a pour objectif de sauvegarder les retraites par répartition auxquelles tous les Français sont attachés et de renforcer l'équité des différents régimes de retraite. Pour rétablir l'équilibre financier des régimes de retraite dans un contexte de vieillissement de la population, la loi prévoit en ce qui concerne la durée d'assurance, dans un premier temps, l'alignement d'ici 2008 du régime de la fonction publique sur le régime général, soit 40 ans, puis, à compter de 2008, une évolution parallèle de l'ensemble des régimes tenant compte de l'augmentation de l'espérance de vie. Cette évolution devra maintenir constant jusqu'en 2020 le partage entre le temps d'activité et le temps de la retraite. Des ajustements seront réalisés à échéances régulières, après avis d'une commission indépendante, prenant en compte les données démographiques, économiques et sociales. Le pouvoir d'achat des retraites sera garanti par une indexation sur les prix. Tous les trois ans, un point sera fait avec les partenaires sociaux.

INTERNATIONAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

OCDE, « Le coin fiscal sur les salaires a légèrement augmenté, dans les pays de l'OCDE, en 2004 », 9 mars 2005, 1 page.

Pour consulter ce document, utiliser la page www.oecd.org , modifier la langue du site pour [français](#) et spécifier la recherche en indiquant « coin fiscal ».

Étude permettant de comparer l'augmentation des impôts totaux sur les salaires dans les pays membres de l'OCDE.

■ Le coin fiscal sur les salaires a augmenté dans plus d'un pays sur deux, dans la zone de l'OCDE, en 2004. D'après la dernière édition de la publication annuelle de l'OCDE, *Les impôts sur les salaires*, il y a eu, en 2004, parmi les 30 États Membres de l'OCDE, un plus grand nombre de pays qui ont enregistré une augmentation de la part des coûts salariaux représentée par les prélèvements fiscaux et cotisations de sécurité sociale, hors allocations familiales et prestations analogues, que de pays ayant enregistré une diminution de la part de ces prélèvements. Le coin fiscal correspond à la part des coûts de main-d'œuvre totaux que les administrations prélèvent sous la forme de l'impôt sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale à la charge de l'employeur et du salarié, moins les éventuelles prestations en espèces. La faible augmentation globale du coin fiscal sur les

salaires, qui fait suite à un mouvement récent de baisse, est la conséquence de plusieurs facteurs, notamment du dynamisme de la croissance des salaires, avec l'alourdissement automatique de la fiscalité qui en résulte, l'augmentation des salaires faisant passer les salariés dans des tranches d'imposition supérieures, et est la conséquence, aussi, de changements dans la politique fiscale. A un moment où de nombreux gouvernements réduisent les impôts qui pèsent sur les profits des entreprises et sur le capital, ces chiffres rappellent l'effet de frein de la fiscalité sur la propension des individus à travailler et des employeurs à embaucher. Les données reprises dans *Les impôts sur les salaires* font aussi apparaître d'importants écarts, en matière de politique fiscale, selon les pays.

OCDE, *Tendances des impôts sur la consommation - Édition 2004 : TVA/TPS et droits d'accise : Taux, Tendances et questions d'administration*, 7 avril 2005, 80 pages.

<http://www1.oecd.org/scripts/publications/bookshop/redirect.asp?pub=232005012P1> (pour commander en ligne)

Ouvrage permettant de comparer les impôts sur la consommation en vigueur dans les pays de l'OCDE.

- La publication est la cinquième de la série *Tendances des impôts sur la consommation*. Les informations qu'elle contient concernent les impôts indirects en vigueur dans les pays de l'OCDE à la date du 1er janvier 2003. Cette édition, comme les éditions antérieures des *Tendances des impôts sur la consommation*, met en évidence la part croissante des impôts généraux sur la consommation dans les recettes publiques des pays membres de l'OCDE. Elle fait apparaître, par ailleurs, les caractéristiques qui sous-tendent cette évolution. Elle identifie en outre les nombreuses différences qui existent en matière d'assiette, de taux et de règles d'application entre les administrations fiscales. La publication contient des sections spéciales sur les aspects spécifiques de l'évolution en matière de taxation de services et de biens incorporels ainsi que sur les tendances qui se dessinent pour les services financiers. Elle abordera également les questions d'administration fiscale.

Équipe de rédaction du Bulletin de veille

Marie-Pierre Allard, Gilles N. Larin, Jacinthe Arès, Mélanie Boiteau, David Bourque, Urszula Chalupa, Stéphanie Côté, Rachid Fizazi, Mathieu Gélinas, Sophie Larochelle.